



## La conscience du 30e méridien

Répondant le premier au questionnaire que nous avons soumis à nos lecteurs, à propos des points de vue du « BULLETTIN EUROPEEN », sur l'unité et les frontières de notre continent, un vieil ami et correspondant de notre revue, M. Claudio Basso, d'Udine, nous écrit entre autre:

« L'idéal serait la frontière européenne orientale que vous souhaitez, c'est-à-dire le 30ème méridien, mais malheureusement ce souhait utopique ne franchit que trop les frontières de la réalité. Les Russes sont déjà en Europe et n'ont nulle velléité de s'en aller, au contraire... ».

Ce que vous nous dites, cher ami, nous le savions depuis longtemps. On peut même dire que les Européens le savent depuis deux cents ans. L'expansionisme russe en Europe, en effet, ne date pas de Staline et du Communisme. Il est le fruit de la soif de conquête asiatique qui se manifeste depuis des siècles sous des formes bien précises: tsarisme, panslavisme, orthodoxisme, communisme et autres « ismes », aux portes de nos vieilles contrées. Aujourd'hui les Russes sont près de Malte, près de Cagliari, en Egypte, en Algérie et en Libye. La Méditerranée est devenue un lac soviétique et les sous-marins de M. Brejnev sont si nombreux qu'ils se heurtent les uns aux autres et croisent les routes de tous nos navires. Sans parler de la Mer Baltique, sans parler de l'Europe orientale, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, sans parler de tout ce qui remplit de douleur et d'inquiétude notre conscience européenne. Mais c'est là le point, justement: qui donc a fait entrer chez nous ces hôtes indésirés, qui est le grand responsable, et comment résoudre ce tragique problème?

Nous avons bien des fois cité dans ces pages le nom de Winston Churchill, le dénonçant comme l'homme qui, à Moscou en 1944 et à Jalta en 1945, a donné l'entrée libre aux Russes en Europe. Ce fils déconcertant d'une non moins déconcertante Angleterre habituée à régler la note avec l'argent des autres, était prêt, dès 1914, à sacrifier au tsarisme des peuples et des pays européens qui ne

lui appartenait pas. La révolution communiste de 1917 a bouleversé ces plans, mais ils n'en ont pas moins été réalisés vingt ans plus tard.

Actuellement, comme le dit notre lecteur, la réalité est la suivante: les Russes sont chez nous. Comment nous défendre? A cette question nous avons également répondu à maintes reprises: en unissant nos 26 pays européens qui comptent 414.000.000 d'âmes. On pourrait ainsi créer le plus puissant Etat unifié du monde, le plus peuplé et, sur le plan spirituel et culturel, le plus civilisé, le mieux préparé.

Unissons-nous alors qu'il est encore temps et donnons à la jeunesse européenne une nouvelle conscience, celle du « 30ème méridien ». Abandonnons les combinaisons diplomatiques surannées, les petits jeux des chancelleries bons pour les Messieurs de Norpois si bien dépeints par Marcel Proust et qui sévissaient dans une société déjà anachronique entre les deux grandes guerres. Laissons au passé la politique des gants blancs, des formules oiseuses, des ménagements, des intrigues de salons ou de cabinets, de la Peur. Si nous étions réellement unis dans notre « espace » européen, si riche encore de ferments nourris par la sève des grandes civilisations, de l'Atlantique à la Mer Noire et de la Finlande à la Grèce, la grande Peur passerait de l'autre côté.

Travaillons à créer cette nouvelle conscience européenne qui est, au fond, toujours la nôtre, celle qui naquit au moyen âge et n'a qu'un seul besoin: celle de se développer dans l'espace géographique qui est le nôtre: « La conscience européenne du 30ème méridien ».

« BULLETIN EUROPEEN »

## Un poète clairvoyant

### LA RUSSIE NE PEUT TROUVER PLACE EN EUROPE

Pour mieux comprendre la mentalité russo-mongolo-co-asiatique et pour tâcher de convaincre les jeunes que la Russie N' APPARTIENT PAS à la civilisation européenne, nous reproduisons ci-dessous quelques extraits d'un article paru le siècle dernier, précisément le 7 avril 1878, dans le journal « TIMPUL » de Bucarest sous la signature du grand poète roumain Mihail Eminescu.

Il est intéressant de relever, dans ces lignes, ce que pensaient les peuples de cette Europe orientale, aujourd'hui sous contrôle soviétique, en d'autres termes les peuples qui, mieux que les autres, ont fait l'expérience de l'avidité, de l'esprit anti-européen dont les Russes ont toujours donné preuve, hier avec le tsarisme, aujourd'hui avec le communisme.

« Née de races mongoles ... »,

« Née de races mongoles, conquérantes par instinct, établie dans d'immenses steppes dont la monotonie se répercute sur l'in-

telligence humaine en la privant d'élasticité et en lui donnant un penchant fanatique pour les idées d'un orgueil confus, la Rus-

sie est, dans une égale mesure, mère de la superbe et de l'inculture, du fanatisme et du despotisme. La beauté est remplacée par la magnificence tout comme, dans le paysage russe, les ondulations des collines et les montagnes boisées des pays occidentaux sont remplacés par les plaines sans fin.

Dans le penchant à la conquête, dans les soi-disantes missions historiques qui recherchent des « limites naturelles », il manque un substratus: il n'y a qu'ignorance, soit de spoliation. C'est en vain qu'un peuple cherche par les extensions territoriales, par les conquêtes, les guerres, ce qui manque dans son coeur: dans le monde entier il ne pourra trouver ce que Dieu lui a refusé ».

« La missions historique dont on parle tant n'a pas d'origines extérieures, elle est née d'un vide spirituel, d'une barbarie qui veut endosser le frac et les gants, d'un désert qui ne serait jamais peuplé même s'il parvenait à dominer le monde ».

« Même si les Russes franchissaient le Danube et les Carpathes, même s'ils envahissaient Adrianopoli et la vieille Rome, même s'ils semaient des cendres et des cadavres dans toute l'Europe, de leurs millions d'hommes ne naîtrait jamais ni un Raphaël, ni un Beethoven, ni un Kant. C'est justement le manque d'hommes comme ceux-là, doués d'une grande sagesse et d'une sensibilité pro-



Mihail Eminescu

fonde pour tout ce qui ennoblit l'humanité, qui est la cause de ce vide spirituel qui cherche des compensations en gloires et en cruelles conquêtes. Depuis longtemps, mais surtout depuis 150 ans, la soif de conquête russe a pour objet les pays de l'Europe orientale ».

## “ La dureté des temps qui nous attendent ”

« Encore que le Russe qui parviendra à nous épouvanter ne soit pas encore né, nous sentons l'inquiétude, que nous pourrions appeler certitude, de la dureté des temps qui nous attendent. Nous n'avons aucun doute quant au triomphe de la juste cause; de même que nous ne doutons pas que tout courant qui va à l'encontre de la civilisation est destiné à être brisé par le temps. Mais ce temps est souvent éloigné. Notre devise

doit être: ne rien espérer et ne rien craindre. N'espérant rien, nous n'avons pas besoin de compter sur les autres (comme nous l'avons fait parfois), mais ne pouvons compter que sur nous-même et sur ceux qui ont besoin de rester unis à nous; ne craignant rien, nous ne serons pas contraints d'implorer la générosité en des lieux où elle est une plante exotique ».

Mihail Eminescu

(« Timpul » 7 avril 1878)

# Le débat des Britanniques...

*Deux interviews accordées  
correspondant permanent*

*par The Rt. HON. Julian AMERY, P.C., M.P., C.H., Mem-  
bre du Conseil de la Couronne, Député Conservateur, an-  
cien Ministre de l'Aviation, Compagnon d'Honneur.*

**L'ANGLETERRE DE LA MINORITE** : celle qui  
mise tout sur l'Europe, nous parle du Marché Com-  
mun et de l'Europe



Pour M. Julian AMERY l'orientation vers l'Europe est une tradition de famille aussi bien qu'une nécessité historique et politique. En effet, on ne peut pas ignorer le fait que ce fut son père, Heathcote AMERY, éminent homme politique, qui dans les années vingt a soutenu les efforts du Comte Richard Coudenhove-Kalergi, le fondateur et président du Mouvement Pan-Européen.

M. Julian AMERY se trouve donc sur une ligne déjà indiquée par son père, une ligne qui, aujourd'hui, trouve à ses yeux une confirmation éclatante.

Né en 1919, M. AMERY qui a fait ses études à Eton et Oxford, a commencé sa carrière dans la diplomatie. Il connaît l'Europe de l'Est où il a été en poste au commencement de la guerre. Au moment de la prise du pouvoir par le Général Antonescu en Roumanie, par exemple, M. AMERY se trouvait à Bucarest. Mais sa connaissance de l'Europe de l'Est est encore plus profonde car, pendant les années qui suivirent, il fut officier britannique de liaison auprès de la résistance yougoslave et de la résistance en Albanie. Après la guerre il devint Délégué permanent de la Grande Bretagne au Conseil de l'Europe, Ministre de l'Aviation et reçut une des plus hautes distinctions du Royaume-Uni : Compagnon d'Honneur de Sa Majesté.

J'ai donc trouvé M. AMERY chez lui, dans une maison imprégnée de toute une tradition familiale, politique et conservatrice. Il

est l'homme qui en tant que Ministre de l'Aviation dans le gouvernement conservateur des années soixante, a entamé la collaboration franco-britannique pour la construction du Concorde, aussi bien que d'autres projets communs parmi lesquels celui concernant l'utilisation du Jaguar britannique. M. AMERY est à la fois tradition et jeunesse; sa personnalité s'impose à l'interlocuteur par l'intelligence dont la spontanéité intimide, mais entraîne la discussion dans une atmosphère d'hospitalité amicale.

**L'entrée n'est pas favorable à la gauche: le Marché Commun, une sauvegarde contre l'aventure socialiste.**

Selon M. AMERY, lorsque l'économie d'un pays est en expansion, il y a très peu de chance de progrès pour le mouvement socialiste et, au contraire, lorsque l'économie est en état de contraction, les chances du socialisme augmentent. Or, si la Grande Bretagne entrait dans le Marché Commun, l'économie britannique s'engagerait inévitablement sur la voie de l'expansion continue. C'est pourquoi, M. Julian AMERY voit dans l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun une sauvegarde contre l'aventure socialiste à laquelle la Grande-Bretagne est soumise périodiquement. Cette sauvegarde est à ses yeux un avantage parmi tant d'autres.

(suite p. 6)

# ...sur le Marché Commun et l'Europe

à C. Michael-Titus, notre  
en Grande Bretagne

et par The Rt. HON. Douglas JAY, P.C., M.P., Membre du Conseil de la Couronne, Député Travailleiste, Ancien Ministre du Commerce, Président de "La Campagne de Sauvegarde à l'égard du Marché Commun"

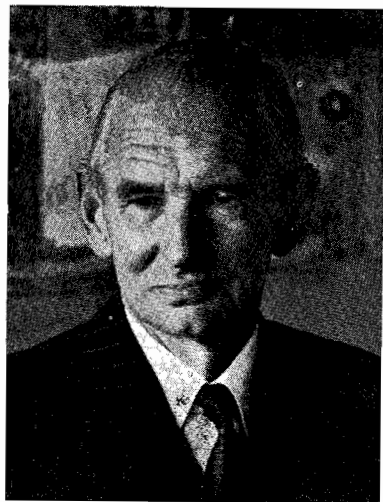
**L'AUTRE ANGLETERRE :** celle qui représente 65% des Britanniques, nous parle du Marché Commun et de l'Europe

Né en 1907, M. Douglas JAY, qui appartient à une éminente famille du pays a fait ses études au Winchester College et à Oxford. Journaliste, écrivain politique et économiste distingué, il a fait sa carrière politique dans les rangs du parti travailleiste. Il a occupé des fonctions importantes dans le gouvernement Attlee après la guerre et a affronté avec ses collègues les années sombres de l'opposition jusqu'en 1964 quand M. Wilson, victorieux, lui a confié le Ministère du Commerce (Président of the Board of Trade).

A la tête de son Ministère, M. Douglas JAY s'est fait remarquer par ses connaissances dans le domaine commercial et par sa vaste expérience pratique, chose assez rare chez un ministre surtout travailleiste.

La décision de M. Wilson de chercher à entrer dans le Marché Commun à tout prix a posé à M. JAY un cas de conscience et en 1967 il a démissionné de son poste pour faire connaître son impossibilité morale de souscrire à une politique qui lui paraît désastreuse pour le pays.

Je l'ai rencontré au siège de la compagnie de transport international où il est le conseiller principal. Homme affable, ouvert, qui ne paraît pas avoir été atteint par l'hypocrisie traditionnelle des politiciens, M. Douglas JAY est aussi l'auteur d'un livre «Après le Marché Commun», dans lequel il explique avec arguments économiques et politiques toutes les raisons pour lesquelles la Grande Bretagne ne devrait pas entrer dans le Marché Commun.



**L'entrée n'est pas favorable à la gauche: le Marché Commun, un danger pour l'égalité sociale réalisée par la Grande Bretagne**

M. Douglas JAY est un socialiste sincère et de tendance assez radicale et c'est surtout en tant que socialiste sincère et conscient, m'a-t-il dit, qu'il s'oppose à l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun. Selon lui, la structure actuelle de la Communauté commande surtout la pratique de l'impôt et de la taxation indirects, ce qui est une méthode essentiellement capitaliste. La Grande Bretagne, où l'impôt et la taxation directe est à la base de l'Etat de bien-être, jouit d'un système de nature socialiste. Or, entrer dans le Marché Commun, signifierait, selon M. JAY, accepter une dérogation de ce système et un glissement inévitable vers l'impôt et la taxation indirects. Ceci mettrait en danger l'égalité sociale en Grande Bretagne, égalité qui garantit l'Etat de bien-être et qui est une réalisation socialiste et démocratique.

**Abandonner le socialisme ou diriger le processus de socialisation de la Communauté**

M. JAY voit la Grande Bretagne placée

(suite p. 7)

## *The Rt. Hon. Julian AMERY*

**Si la Grande Bretagne était membre de la Communauté, ses ministres pourraient très bien honorer et mettre en application les décisions communes prises à Bruxelles, grâce à la flexibilité de la Constitution britannique**

M. AMERY ne croit pas que la Grande Bretagne devrait s'imposer des réformes constitutionnelles afin de pouvoir mettre en application les décisions auxquelles elle aurait participé en tant que membre de la Communauté. Selon lui, la flexibilité de la Constitution britannique, qui n'est pas une constitution écrite, permettrait des changements et des adaptations beaucoup plus facilement que les constitutions rigides du Continent. « **L'empirisme et le pragmatisme britanniques sont la meilleure garantie de cette possibilité et la Constitution britannique en est l'oeuvre durable** » a-t-il dit.

### **Le Commonwealth n'est pas une alternative à l'Europe**

J'ai parlé à M. AMERY des doutes qui subsistent au coeur de beaucoup d'Européens quant à la sincérité de la Grande Bretagne envers les destinées d'une Europe à laquelle la politique britannique n'a pas toujours été favorable. La route de l'Inde qui a amené la Grande Bretagne à tourner le dos à l'Europe et la politique coloniale qui l'a préoccupée pendant les derniers siècles ont été évoquées.

M. AMERY croit que l'Europe n'a pas besoin de garantie à ce sujet. Selon lui, la Grande Bretagne a toujours été au coeur de tout argument politique et militaire européen. L'histoire atteste que la Grande Bretagne n'a épargné aucun sacrifice en hommes et en argent lorsqu'il s'est agi de défendre l'Europe et d'assumer la part de responsabilité qui revenait à la Grande Bretagne. M. AMERY croit que depuis la guerre la Grande Bretagne a suffisamment prouvé que, pour elle, le Commonwealth n'a jamais été une alternative à l'Europe.

Quant à la politique coloniale qui a absorbé les Britanniques dans le passé, M. AMERY m'a déclaré: « **L'aventure coloniale n'est pas spécifiquement britannique; la preuve est que l'Empire britannique fut un des derniers à être fondé.** »

Au sujet du lien spécial avec l'Amérique,

M. AMERY a tout simplement dit: « **A l'égard des Etats Unis, la Grande Bretagne a été beaucoup plus indépendante que la plupart des pays de la Communauté.** »

### **Mais Yalta?**

« **Si on lit avec attention les mémoires de Churchill, on peut voir qu'il fut le premier à comprendre les proportions du danger soviétique et à proposer une stratégie commune pour les puissances occidentales** » m'a déclaré M. AMERY.

Il m'a ensuite parlé de la campagne menée par Churchill auprès des Américains pour éclairer les hommes responsables sur la situation encore confuse au sujet du danger soviétique. Pour conclure, M. AMERY m'a dit: « **Chaque pays en Europe a ses pages noires dans l'histoire.** »

### **Pourquoi entrer dans le Marché Commun?**

M. AMERY m'a parlé de l'hégémonie économique dont la Grande Bretagne a joui jusqu'à la fin du siècle dernier. Selon lui, la Grande Bretagne a été, depuis, dépassée dans le domaine technologique par les Etats Unis et par l'Allemagne. Conscient de cette situation qui commençait à se faire sentir vers la fin du siècle passé, Joseph Chamberlain avait tenté la doctrine du bloc impérial, mais ce n'est qu'en 1933 que ce bloc économique (zone Sterling) du Commonwealth fut créé et c'était déjà trop tard. La Grande Bretagne se trouvait déjà dans la situation de ne pas pouvoir à elle seule fournir le capital d'investissement demandé et de ne pas pouvoir consommer tous les biens qu'elle produisait. Se confondre avec les Etats Unis, ce n'aurait pas été possible sans la perte totale de l'identité nationale. Quant à un arrangement avec l'Union Soviétique, c'est inconcevable. La conclusion était donc logique: « **Notre partenaire naturel est l'Europe Occidentale.** »

### **Quels seraient les avantages de l'Europe?**

J'ai demandé à M. AMERY de me parler aussi du point de vue européen et sans hésitation il a déclaré:

« **Du point de vue européen, il faut comprendre que la base industrielle du Conti-**

## The Rt. Hon. Douglas JAY

dans cette alternative vis-à-vis de la Communauté: abandonner les réalisations socialistes et toute tentative de continuer le processus de socialisation du pays ou prendre la tête du mouvement de socialisation de la Communauté. Comme l'abandon du socialisme est inconcevable pour les vrais socialistes et comme la socialisation de la Communauté est impossible à cause de la structure capitaliste déjà garantie par le Traité de Rome, la seule chose que la Grande Bretagne puisse faire est de se tenir à l'écart de la Communauté. C'est la solution dictée par l'attitude de 65% de la population et par les liaisons indestructibles qui existent entre la Grande Bretagne, le Commonwealth et les Etats Unis.

### Une convention commerciale entre EFTA et le Marché Commun

M. JAY m'a précisé que lui et ses amis politiques et tous ceux qui partagent ses idées sur le Marché Commun ne sont pas des ennemis du Marché Commun. Pour eux, une convention commerciale entre EFTA et le Marché Commun serait la formule acceptable. Cet élargissement mènerait à la création d'une vaste zone européenne de commerce, profitable à tous et capable de contre-balancer l'influence économique américaine en Europe.

Dans un Marché Commun tel qu'il est conçu par le Traité de Rome, la Grande Bretagne se trouverait en minorité et en compagnie des pays avec lesquels les Britanniques ont très peu de choses en commun, cependant que dans une zone issue de l'EFTA et de la Communauté, la Grande Bretagne se trouverait aussi en compagnie des pays dont le système administratif, financier et social est semblable à celui de la Grande Bretagne. La question d'affinité est très importante pour M. Douglas JAY.

### Si la Grande Bretagne était membre de la Communauté ses ministres ne pourraient pas honorer ou mettre en application les décisions communes prises à Bruxelles

M. Douglas JAY m'a aussi parlé de l'aspect constitutionnel de l'administration britanni-

que. Un ministre britannique trouverait impossible de mettre en application, dans son pays, des décisions que lui et ses collègues auraient prises dans le cadre de la Communauté. Ceci parce que les lois constitutionnelles britanniques ne donnent aucun pouvoir d'intervention directe au gouvernement. Le Ministre de l'Education Nationale, par exemple, ne peut pas diriger ou ordonner les universités ou les écoles; les Ministres de l'Economie ne peuvent pas régler directement la production, comme le Chancelier de l'Echiquier n'aurait pas assez de contrôle sur la conduite des banques, etc. Si la Grande Bretagne entrait dans la Communauté, elle devrait s'imposer des réformes constitutionnelles qui changeraient radicalement le visage du pays, la vie des ses citoyens et lui feraient perdre son caractère national.

### Un Référendum

C'est pourquoi aucun gouvernement ou parlement n'aurait le droit de prendre la décision sans consulter la nation entière. M. Douglas JAY ne voit pas d'obstacle constitutionnel à un Référendum.

« Ceux qui sont favorables à l'entrée dans le Marché Commun le sont, a dit M. JAY, à cause d'une psychologie créée par la propagande et surtout à cause du fait qu'ils ne sont pas suffisamment informés ». Et ceci, M. JAY l'applique aussi bien à ses collègues socialistes qu'à l'opposition.

### La Chine plus dangereuse que l'Union Soviétique

Nous avons parlé aussi de la défense européenne et j'avais fait remarquer à M. JAY qu'en Grande Bretagne on parle de plus en plus de la nécessité d'une défense européenne pour l'Europe et que l'entrée de la Grande Bretagne dans la Communauté serait de nature à favoriser la création d'une pareille défense européenne. M. Douglas JAY m'a répondu: « C'est faux. La défense de l'Europe n'a pas besoin et en fait ne peut pas être assurée grâce au Marché Commun. L'OTAN est là pour la défense et la Grande

# QUATRE QUESTIONS ESSENTIELLES QUI LE MARCHÉ COMMUN

Afin de mieux informer nos lecteurs sur l'ampleur du débat que les Britanniques soutiennent au sujet du Marché Commun et de l'Europe, notre correspondant en Grande Bretagne pose à chaque personnalité britannique qui lui accorde une interview les mêmes questions essentielles. Ci-dessous nous reproduisons les réponses données à ces questions par M. Julian AMERY député conservateur et M. Douglas JAY, député travailliste dont les interviews sont publiées dans ce numéro.

**Question :** *Quelle est votre vision de l'avenir de la Grande Bretagne comme membre du Marché Commun, dans la lumière du Livre Blanc publié par le gouvernement ?*

**Réponses :**

M. Julian AMERY : Je crois qu'il y a une bonne volonté générale parmi les Six et que les négociations que nous allons ouvrir vont mener à l'acceptation de la Grande Bretagne dans le Marché Commun. Nous devons établir une

*The Rt. Hon. Julian AMERY*

«... est trop étroite sans la Grande Bretagne et même avec la Grande Bretagne ce sera assez difficile. L'élargissement est donc la seule solution pour la Communauté économique européenne. Mais il faut se rappeler aussi que Londres a le meilleur marché du capital du monde, y compris les Etats Unis. Ce marché serait un splendide instrument pour l'Europe ».

M. AMERY a aussi souligné l'avantage que l'Europe pourrait tirer de l'accès aux marchés de matières premières dont la Grande Bretagne jouit presque exclusivement à l'heure actuelle.

J'ai quitté M. AMERY convaincu que la minorité européenne de Grande Bretagne a en sa personne un défenseur sincère et de grandes possibilités.

unité dans le domaine de la politique monétaire, dans le domaine de la défense et dans les affaires étrangères.

M. Douglas JAY : Il ressort clairement du Livre Blanc du gouvernement et des autres évidences à l'appui que, si la Grande Bretagne entrait dans le Marché Commun dans sa forme actuelle, un fardeau paralysant serait imposé à l'économie britannique. La Grande Bretagne serait tellement affaiblie économiquement que son influence politique dans le monde serait sérieusement ébranlée. C'est une perspective que la grande majorité des Britanniques n'est pas prête à accepter.

**Question :** *Dans quelle mesure croyez-vous que l'entrée dans le Marché Commun est nécessaire à la Grande Bretagne afin qu'elle puisse jouer un rôle important dans la vie moderne de l'Europe ?*

**Réponses :**

M. Julian AMERY : l'entrée est en effet essentielle. Je ne crois pas que l'on puisse obtenir coopération totale entre les pays sans que les biens produits en coopération soient vendus aussi en coopération. Quant à la défense, la coopération n'est possible que sous la forme collective. Au fond, il faut se rappeler que la politique financière et la défense ne sont que la projection des intérêts économiques et c'est la communauté des intérêts économiques qui seule peut mener à la coopération dans les autres domaines.

M. Douglas JAY : Tout à fait le contraire. L'entrée dans le Marché Commun affaiblirait si gravement la Grande Bretagne qu'elle ne serait pas en mesure de jouer un rôle important dans la vie de la Communauté européenne. Si la Grande Bretagne reste en dehors du Marché Commun elle pourra continuer à jouer un rôle important dans

# FORMENT LE DEBAT DES BRITANNIQUES SUR ET L'EUROPE

la EFTA qui lui convient admirablement, dans l'OTAN, dans l'Organisation pour la coopération économique et le développement et dans les organisations des Nations Unies.

**Question: La Grande Bretagne, avec sa tradition et son genre de vie actuel pourrait-elle prendre activement part à la vie européenne sans avoir besoin de réformes structurelles importantes?**

## Réponses:

M. Julian AMERY: Oui, très facilement. Je peux citer ici beaucoup de pays européens qui ont besoin de plus de changements que nous. Grâce à la structure de la Constitution britannique qui, à l'encontre de celles de beaucoup de pays continentaux, est très flexible,

nous pouvons opérer des changements selon le besoin.

M. Douglas JAY: La Grande Bretagne a besoin de moins de changements structurels que tout autre pays européen. Par exemple, l'agriculture britannique est beaucoup plus efficace que celle de la Russie, de la France, de l'Allemagne ou de l'Italie. Il faudrait peut-être bien une centaine d'années pour que les autres nations arrivent à l'essor agricole, déjà atteint par la Grande Bretagne à la suite de l'abrogation des Lois du Blé de 1846.

**N.B.: On remarquera ici que les hommes politiques britanniques, conservateurs ou travaillistes, pour ou contre le Marché Commun, sont d'accord pour refuser d'admettre que leur pays a quelque besoin que ce soit de changements structurels, constitutionnels ou autres.**

## *The Rt. Hon. Douglas JAY*

Bretagne y est présente. Si les Etats Unis abandonnaient complètement l'Europe, aucune défense ne serait sérieusement possible, avec ou sans la Communauté ».

Mais M. JAY ne croit pas au danger soviétique pour l'Europe. Il m'a parlé longuement du danger que la Chine représente à l'heure actuelle. Selon lui, l'Union Soviétique cherchera bientôt ses alliés en Europe et aux Etats Unis, car en tant que puissance européenne, l'Union Soviétique n'ignore pas le danger que la Chine représente.

J'ai rencontré dans la personne de M. Douglas JAY un socialiste qui connaît bien non seulement sa doctrine politique, mais aussi ses possibilités de popularité dans l'avenir qui s'avère dur pour le parti travailliste. Son opposition à l'entrée dans le Marché Commun pourrait bien devenir un jour la base

d'un nouveau travaillisme. Les syndicats aussi bien qu'une grande partie du patronat britannique, pour ne pas parler de la petite bourgeoisie, sont partie intégrante de cette majorité de 65% qui refuse l'idée d'une association étroite politique ou même économique avec l'Europe. Le groupe qui s'appelle « La Campagne pour la sauvegarde à l'égard du Marché Commun » est patronné par Sir Arthur Bryant, C.H., C.B.E., éminent historien et compte une cinquantaine de personnalités britanniques de la plus haute marque et venant de tous les partis politiques. Les 65% des Britanniques regardent vers ces personnalités et attendent d'eux l'alternative à la politique européiste du gouvernement et de l'opposition. Il n'est pas difficile de voir que l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun dépend beaucoup plus de cette majorité et de ses guides que des Six. Les dernières paroles de M. JAY ont été: « Il n'y aura pas d'entrée dans le Marché Commun ».

# VERS L'INTEGRATION INDUSTRIELLE DE L'EUROPE

M. Walter Scheel, ministre fédéral des Affaires étrangères, et le professeur Hans Leusink, ministre fédéral de l'Education et des Sciences, ont signé le 4 mars à Almedo, aux Pays-Bas, l'accord passé entre la République fédérale, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne au sujet de la coopération pour la mise au point et l'utilisation du procédé d'ultracentrifugation à gaz en vue de la production d'uranium enrichi. A l'occasion de la signature, M. Scheel a souligné l'importance de l'accord en ces termes:

— Trois pays qui jusqu'à présent met-

taient au point chacun pour lui des procédés de centrifugation ont réuni leurs forces en vue de poursuivre la mise au point de ce procédé d'enrichissement et simultanément de créer une capacité d'enrichissement européenne qui doit rendre l'Europe indépendante en ce qui concerne l'approvisionnement en carburants pour les centrales nucléaires, dont le nombre ne fait que croître.

— Cette coopération des trois pays n'introduira pas seulement une intégration industrielle dans un domaine important de l'économie moderne, mais confirme également l'orientation de la Grande-Bretagne vers le continent européen, orientation qui, nous l'espérons, conduira bientôt à l'adhésion de ce pays aux Communautés européennes.

— Nous ne considérons cette coopération des trois pays en aucun cas comme exclusive, mais nous espérons que d'autres Etats européens y participeront. De plus, nous souhaitons, et ceci a été exprimé dans le préambule de l'accord, que cette coopération soit insérée plus tard dans le cadre d'une Communauté élargie par l'adhésion de la Grande-Bretagne.

— Enfin, nous avons pris dans cet accord des précautions destinées à éviter que la technique de la centrifugation à gaz ne devienne un instrument de prolifération des armes nucléaires. La coopération des trois pays sera en accord parfait avec leur politique de non-prolifération et leurs engagements internationaux dans ce domaine... Le traité démontre d'une manière exemplaire comment on peut utiliser pacifiquement une technique nucléaire délicate et en même temps éviter d'en abuser et de mettre au point des armes nucléaires.

En guise de conclusion il me semble pouvoir dire que cet accord ne représente pas seulement un progrès en matière d'évolution de l'énergie nucléaire dans nos trois pays, mais également une contribution essentielle à l'intégration industrielle de l'Europe.

## QUATRE QUESTIONS

**Question:** De quel côté croyez-vous que penche la vaste majorité des Britanniques: du côté de l'Europe ou du côté du Commonwealth et de ses attaches atlantiques?

### Réponses:

M. Julian AMERY: Il est évident que deux vetos opposés à l'entrée de la Grande Bretagne dans l'Europe ont amené beaucoup d'Anglais responsables à être moins enthousiasmés par l'idée européenne qu'ils ne l'étaient après la guerre, quand Churchill l'a lancée. Mais les Britanniques sont pragmatiques et ils comprendront que nos intérêts sont du côté de l'Europe. Quand le moment viendra de prendre une décision, la grande majorité du peuple va appuyer l'entrée dans le Marché Commun.

M. Douglas JAY: D'abord avec le Commonwealth, ensuite avec l'Alliance Atlantique et seulement en troisième lieu avec l'Europe occidentale. Avec raison, la nation britannique ne juge pas selon les théories, mais selon l'expérience acquise dans les deux guerres mondiales.

number 4

# europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE  
REVIEW « BULLETIN EUROPEEN »

ROME

APRIL 1970



## Brandt wants big U. S. force in Europe

WASHINGTON — West German Chancellor, Willy Brandt was given a warm welcome to the White House by President Richard Nixon as he sought assurance that the United States would continue to keep a large force in Europe.

Both Brandt and Nixon stressed the close relationship between Bonn and Washington as they participated in elaborate ceremonies on the White House lawn preceding the first of their two meetings. Nixon told Brandt he hoped their talks about Europe would "contribute to the kind of freedom without which peace is meaningless and the kind of peace we need to achieve that freedom". The Chancellor has continued to insist that the Atlantic Alliance is the key to European security and that U.S. forces—totalling over 250,000—are the key to the viability of the alliance.

"This is the aim of my government's policy and I know that it is the aim of your policy", Brandt said.

Nixon said that in their talks, they would "bring into harmony our efforts, which are serious but without illusion, to improve East-West tension".

Part of the purpose of Brandt's visit was to fill in Nixon on his recent ice-breaking meeting—and another yet to come—with East German Premier, Willy Stoph.

An essential subject of his talks with Nixon was maintaining the efficiency of the Alliance as an instrument for safeguarding peace. Brandt had spent the night at Blair House, the Presidential guest house across Pennsylvania Avenue, after a restful two days of trout fishing and relaying at Nixon's Camp David retreat.

Brandt, according to German sources wants to hear Nixon's thoughts on Atlantic relations, U.S. forces in Germany, and trade with the eventual enlargement of the European Common Market should Great Britain be admitted.

# P O L A N D

## Poland Returns to Economic Reform

During The Thirteen Years of Gomulka rule, the Polish ruling elite has acquired the unfortunate habit of treating economic reform as a convenient political football in its perennial factional infighting. The blame for this must be shared equally by the various brands of hardliners, by technocrats, by middle-of-the-roaders and by quasi-liberals. Gomulka, himself, is, of course, the principal culprit. His ambivalent and often opportunistic style of leadership is primarily responsible for the fact that Poland, once the outstanding pioneer in the field of economic reform, must now be counted among the most persistent laggards.

The first and the comprehensive version of a new Polish economic model, as evolved during the early post-October (1956) period, never had much of a chance to progress beyond the stage of a coherent theoretical blueprint. The main mistake committed by the economic reformers in the 1956-57 period was that they wanted to achieve too much too soon. The time was not yet ripe for implementing pragmatic reforms on such a scale. The other countries of the Soviet bloc, including those which later introduced economic reforms much along the lines advocated in Poland in the mid-fifties, regarded the 1956-57 blueprint as the epitome of ideological revisionism. Indeed, strong pressure was put on the Gomulka regime by those countries to stop playing with fire.

This hostile outside pressure was, however, only one of the factors preventing practical implementation of the new economic model. Far more decisive was the active resistance of the dog-

matic forces within the party and state establishment.

By late 1959, the dogmatists' counter-offensive had achieved most of its objectives. The Economic Council—a body of experts created for the express purpose of working out the theoretical principles of the new economic model—had ceased to exist. The Economic Council had become moribund in mid-1959, although it was formally dissolved until the end of 1962. The changes in the organizational structure of industry had been effectively countered by the strengthening of centralized control, with its profusion of operational directives. The proposed reform of wages and prices, due to be implemented in 1958, had been abandoned entirely. Workers' Councils, which were originally intended to co-manage the independent enterprises, had been shorn of their essential prerogatives granted in the pertinent 1956 legislation. At the same time, the concept of a Yugoslav-type workers' self-management system (a prominent feature of the 1956-57 version of the Polish economic model) was formally disowned.

More significant still was the remarkable political comeback of unrepentant dogmatists and hardliners. By mid-1959 all members of the ruling elite who were genuinely associated with the October program of political and economic reforms had been ousted from positions of power and, in many cases, sent into political oblivion. This had resulted in a meaningful shift in the balance of power within the party leadership. Three notorious hardliners had been appointed to top economic positions and shortly afterward the powers of central planners had been greatly strengthened.

For all practical purposes, this ended the first phase of economic reform in Poland.

The return to a monocentric economic system and to direct control brought about serious economic difficulties, which reached their climax in the winter of 1962-63. Consequently, in the fall of 1963, the ruling elite again began to look more critically at the arbitrary methods of planning and management. This led to renewed interest in economic reform, the previous attempts at which had been so hastily abandoned. In March 1964, the party leaders, preparing for their fourth congress in June, published a set of these outlining, among other steps, concrete measures intended to reactivate some aspects of the new economic model. Although a number of these proposals were subsequently watered down in the final text of the fourth congress resolution, the bulk of them survived. A program of economic reforms, based on this truncated blueprint, was eventually given the approval of the Central Committee Plenum held in July 1965.

### **The Problems of Centralization**

Thus, after interval of nearly six years, economic pragmatism again became official policy. But the political situation was entirely different from that which prevailed in the early post-October period. In 1956-57, the quasi-liberal faction, favorable to economic reform, held the levers of power and equally important—controlled the information media, which it used extensively to promote its pragmatic concepts of "socialism." In contrast, the 1964-65 version of the reform blueprint was devised and sponsored by the middle-of-the-road apparatchiks, not as an article of faith but under the pressure of economic necessity. The protagonists of the 1956-57 economic model

were genuinely convinced that the orthodox centralized system of planning and management had outlived its usefulness. The hesitant promoters of the 1964-65 edition of economic reforms were not so certain. Besides, they feared and distrusted any structural and operational change which might weaken their control over the economy and deprive the party establishment of its "leading role" in economic affairs.

Yet, despite its limitations, the 1964-65 blueprint did have a long-term potential. The proposed changes in the methods of planning and management (however inadequate) were a step in the right direction. They could well serve as a starting point for developing a broader and more cohesive program of economic reform, given a political will to put such a program into effect.

Yet, even this emasculated version of economic reform was unacceptable to the powerful pressure groups of dogmatic ultras, political hardliners and entrenched bureaucrats. They fought the approval of the reform blueprint every inch of the way, playing skillfully on the apprehensions and reservations of Gomułka and his close associates. And when the watered down version of the pre-congress theses finally became an integral part of the official party program, the dogmatists and the hardliners reverted to their favorite tactics of procrastination, deliberate inaction and other subversive forms of bureaucratic sabotage. These tactics proved so effective that the proposed economic reforms remained only on paper. *Zuycie Gospodarcze*, the organ of loyalist economic reformers, complained bitterly that, although two years had passed since final approval of the new methods of planning and management by the Central Committee Plenum, the implementation of the reforms on various levels of administration left much to be desired,

# East Europ

## The Romanian Experience

Romania emerged from World War I with much of its forest destroyed. But its acquisitions by treaty of Transylvania, Bukovina and Bessarabia more than doubled its prewar population and tripled its timberlands. The enlarged country entered the third decade of this century with about 18.12 million acres of forest, three quarters of it covered with hardwoods.

Trade gradually recovered, and in 1925, its peak year in the interwar period, Romania shipped more than 2.5 million long tons of wood (as much as 100

million cubic feet) out of the country, netting a favorable balance of close to \$12.2 million (gold). It added to its large prewar markets in Austria, Hungary, the Netherlands, Turkey and the Mediterranean countries a significant share in the West's European markets.

Romania made timber its third largest export (after cereals and oil) in the interwar period, representing 16 percent of the total value of exports. This performance reached a peak in the mid-1920s and diminished in the early 1930s. The chief reasons for this trend were the postwar building boom, the Soviet wood-dumping effort and the Depression.

## The Need for Capital

The Kingdom of Romania had a history of progressive legislation with respect to its forests that was not matched by its capacity to implement these laws. The still-operative forestry code of 1910 had added crown (176,435.4 acres) and commune and public societies' (311,315.25 acres) forests to the state's (2,630,974.7 acres) responsibilities and laid claim to jurisdiction for the commonweal over the 3,688,884.75 acres in private hands.

After the land reform of 1923, in which the peasants received 1,235,525 acres of expropriated woodland, the government tried again. It reasserted government jurisdiction over all forests with respect to their ecological functions, stressed the need for rational exploitation and scientific cultivation of state forests, and set up a Forestry Board that would concentrate on this. Confronted with a lack of state-enterprise personnel and a chronic lack of domestic capital, one ex-

pert sought to solve the dilemma by urging the reopening of state forests (by then close to five million acres) to foreign exploitation under special partnerships.

In these, foreign-owned joint-stock enterprises would deposit 25 percent of their capital stock for permission to process the forests under a fixed basis of collaboration with the Forestry Board's silviculturists. Besides the enhanced profit prospects, such a venture would have the advantage of adding numbers of skilled personnel in the joint-stock companies's employ. Romania's state forestry service in 1926 comprised just 560 engineers, 60 enterprise managers, 1,130 lumberjacks and 5,446 workers, a forestry college at the Polytechnic in Bucharest, two intermediate schools, four ranger schools and 305 outdoor forestry schools.

The private exploiters were apparently too preoccupied to flock to the state fo-

# e's Forestry

rests, however. For one thing, there were still virgin forests in Romania as late as 1924, particularly in Maramures and the Banat (close to three million acres, more than 0.5 million of them in softwoods), whose title seemed to admit of private exploitation. For another, the German, Austrian, Hungarian, Swiss

and Czechoslovak holding companies and banking syndicates exploiting the forests open to them in Romania probably had too great a grip on the wood industry there to see any advantage in the less liberal concessions the state might offer.

## The Aftermath of Depression

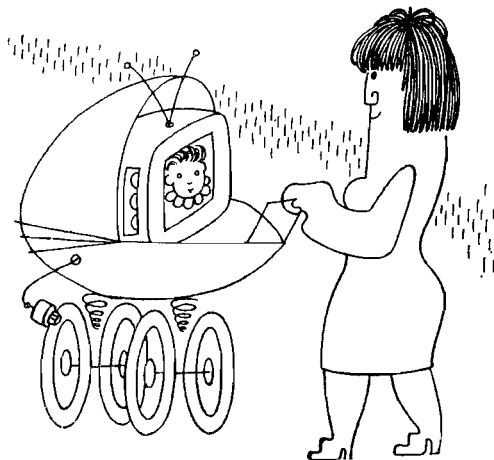
The Depression hit the country's leading industries particularly hard. The government on April 25, 1930, finally took charge of all the forests and followed this up with swift enabling legislation. The results were to be permanent.

The war that came several years later was not beneficial to Romania's people or forests. Romania did regain Northern Bukovina and Bessarabia, seized by the Soviet Union in 1940, but wartime over-exploitation and destruction cost it much of its permanent resources. Although the state changed sides in the war, the Russians were among the victors, and Rumania paid an enormous price for first joining the ultimate losers.

The Soviets annexed Northern Bukovina and Bassarabia with their 1.5-to-2 million forest acres, which Stalin first seized in 1940. On Soviet orders, the communist government nationalized all "timber, furniture, paper and building industries" on June 11, 1948. It had already agreed to pay the Soviet Union \$300 million in "reparations proper" through commodity deliveries in which timber bulked large. Romania also delivered five million cubic feet of timber to the Soviet Army for supply purposes before 1946.

By seizing the holdings of all foreign

investors, the Soviet Union gained ownership of about 12 percent of Romania's timber resources. It used Romanian reparations and strong-arm tactics to acquire surviving enterprises. In 1947 came the launching of a Russo-Romanian wood-development corporation. The Sovrom-Lemn corporation, an ironic echo of the 1926 proposal for state-and-private-enterprise collaboration in the state forests, gave the Soviets immediate con-



Szpilki (Warsaw)

trol over some eight million acres of Romanian forests.

Although competitive offers were twice as high, Romania received only \$19 per cubic meter for deliveries of Sovrom-Lemn-produced timber to the Soviet Union and \$11 per cubic meter for timber shipped on the reparations account. Between 1948 and 1952, about 448.5 million cubic feet of Romanian timber—an annual average higher than the total 1952 export figure—went to the USSR. The Romanian government repurchased the Soviet share in the corporation in September 1954.

In 1938, when 11.2 percent of Romania's total export consisted of timber,

this commodity's value totaled \$16 million. In 1943, when timber amounted to 6.3 percent of total exports, the value was \$23.4 million. But in 1947, when 27.46 percent of all exports was of timber, its value was \$3.9 million.

Romania in 1926 had more than 18.1 million forest acres. Overexploitation had reduced this figure to less than 15,936,000 acres by 1929, but reforestation raised it again to more than 16.25 million acres by 1938. Overcutting sent the total down once more during the war. The 1938 figure was at least 0.5 million acres more than the country possessed in 1967 (15.6 million acres).

### Making Another Start

Romania today vigorously promotes further afforestation under Forest Economy Minister Mihail Suder (it added some 130,227 acres in 1967 and 3.61 million in the 18 years before that, according to him). Its trade is growing, especially in new markets such as the African republics and Israel. The latter country furnishes expert assistance in forest care and industrial development. Romania exported 77.96 million cubic feet of timber in 1967, and imported none.

The country in 1926 had 594 sawmills, 110 joineries, 118 furniture factories and 12 paper and cellulose mills among its 956 wood industry establishments employing 63,123 workers. After World War II, 60 percent of the sawmills were idled for half a decade, and Soviet exploitation reduced Romanian industry to a fraction of its prewar effectiveness. As of 1968, Romania employed 186,966 industrial workers in 121 forestry and wood-working enterprises. It is known to have constructed 14 high-technology wood industry combines throughout the country since the war.

Romania still has a considerable

amount of east Europe's dense wood forests. The mountain conifers (24 percent of Romania's total forest) and beech trees, the beech and sessile oak of the hill regions, and the oaks, ash, elms and poplar of the plains comprised a total mass of more than 45.5 billion cubic feet of timber in 1966. Romanian wood volume ranked fourth in Europe after the Soviet Union, Sweden and Finland. The land's fertile soil and adequate precipitation fosters such growth, and this traditionally agricultural state has long been conscious of its worth.

Romania's problem, except in the 1930s, was how to get foreign capital reasonably interested in the value of its forests without fostering overexploitation. A new method is now being tried:

**Owing to the experience gained in forest exploitation and timber industry, Romania is in a position to expand economic and technical-scientific cooperation. ...Contracts have been concluded with a number of African countries for the joint construction of woodworking factories... Many orders for furniture subassemblies for the furniture factories**

of Sweden and [West] Germany are now being executed. Discussions are now going on for the building in Romania of timber industrialization enterprises in cooperation with foreign firms of

Great Britain and [West] Germany, which will deliver equipment and licenses and grant technical assistance. Payment will be made with products of the enterprises.

---

## *The situation in Czechoslovakia*

The intellectuals in Czechoslovakia, by utilizing the means of mass communication, were able to establish a bond with the masses and to crystallize for them an alternative—though not a very specific—program of action. A similar situation existed in Poland and Hungary in 1956. It is doubtful that in the other communist states, with the bureaucrats now alerted to the prospects and the pressures of liberalization, the intellectuals would again find quite as easy access to the means of mass communication for the purpose of establishing a close link with the dissatisfied workers. The reimposition of censorship throughout the area, not to speak of the trials of many intellectuals, testifies to the increased determination of the ruling bureaucracies to harness and keep their intellectuals under stricter control.

● The lesson of Czechoslovakia, in spite of these obstacles, is that democratization in the long run is an inevitable and irreversible process. Such democratization will not necessarily mean a duplication of Western democracy but everywhere today in the advanced world there is a sustained search to find the means of institutionalizing and expressing personal freedom. This is a function of widespread and advanced education, as well as of the incompatibility between mo-

dern mass communications and dictatorial compartmentalization. It is today impossible to isolate large masses of people, provided that other societies make a deliberate effort to reach the population which their own regimes wish to keep in isolation.

The reintroduction of controls and dictatorial rule can succeed temporarily here. Nonetheless, in the long run such dictatorship is not secure because it is no longer able to command the loyalty and the enthusiasm of a sufficient number of supporters to make it work. Short of a major international conflict, which poses the elements of external threat, of a domestic program of new enthusiasm-producing objectives, the present dictatorships are bound to decay, to lose support and eventually to crumble. This will be a slow process, and will be determined by the pace of internal decay in the Soviet Union. Nonetheless, there is ample reason to believe that an ideologically structured regime will find it difficult to maintain its cohesion once ideology has lost its vitality. Ideological erosion is accordingly the crucial source of political change in communist societies. Though conditioned by economic development, its propelling force comes more emphatically from internal disillusionment and demoralization.

● We can see that Soviet intervention

in Czechoslovakia means the death of international communism. This factor means that internationalist ideology has been transformed into a rationalization for imperial power. As a result, the Soviet leadership is being outflanked on the left by a new revolutionary series of movements, which finds the Soviet Union oppressively bureaucratic, conservative and indifferent to national aspirations, and on the right by many communist parties which find the Soviet Union insufferably indifferent to national dignity, independence, sovereignty, democracy and individual humanism.

Thus, the Soviet intervention in Czechoslovakia has been condemned by the Italian communists, the Yugoslavs and the Swedish Communist party. More significantly, that intervention has highlighted the fact that socialism by itself no longer assures international peace. Not only has the occupation of one socialist country by another demonstrated that socialism is no protection against invasion, but the real possibility of a war between socialist countries has been clearly demonstrated. The stark imposition of this reality on the consciousness of many communists means, in essence, the elimination of internationalism—a reality dramatically confirmed by the blood spilled in Sino-Soviet hostilities.

Soviet rationalizations to justify the occupation of Czechoslovakia have been as inept as they have been ominous. Thus a Soviet scholar could seriously argue, in an analysis partaking of Stalinist paranoia, that "there was a surfacing of such political 'factors' as the counterrevolutionary parties which had been disbanded by the government of the people which expressed the interests of the exploiting groups that had lost their eco-

nomical and political power. Having surfaced, these 'factors' began to operate 'after the Brzezinski fashion'. Their main slogans were: liberalization and democratization of social life, including calls to oust the communist party from political life; to liberalize and democratize international relations, including calls for the withdrawal from the Warsaw Pact; and to liberalize and democratize the economy, including calls to abolish economic planning and introduce free enterprise (at the first stage of evolution, nothing is to be said of a return of the means of production to the former owners)".

### **The Soviet Definition of Sovereignty**

In addition, the Soviets have now developed an argument (ominously reminiscent of Stalin's idea of intensified class struggle) to the effect that the consolidation of international socialism means the intensification of imperialist plots. As a result, the unity of communist states must be tighter than ever before, and the sovereignty of one must be pooled with the sovereignty of all. To quote another Soviet writer: "The principles of proletarian internationalism do not exclude national interest, as the supporters of the concept of 'polycentrism' maintain. On the contrary, they are based on the need for the highest combination of the national interests of every socialist country with the general international interests of the community as a whole in all spheres of interrelations. That dialectical unity of national and international interests of the socialist community is particularly expressed in the fact that the unity and solidarity of all its members safeguard the national interests of, and provide security for, every socialist country".

## Rencontres avec les grands Européens

# LE DOCTEUR GUSTAVE LEBON

(AUTEUR DE LA «PSYCHOLOGIE DES FOULES»)

par

la Princesse MARTHE BIBESCO de l'Académie Royale Belgique

Gustave Le Bon descendait depuis longtemps la colline quand nous nous rencontrâmes: il devait la descendre encore longtemps, en maugréant contre la vieillesse. Chaque année, il publiait un nouvel ouvrage, aussitôt traduit en dix-huit langues étrangères, ce dont il tirait justement vanité. La situation qu'il occupait dans le monde scientifique était paradoxale et difficile à définir; ses titres à la gloire avaient été violemment contestés par la science organisée de son pays. J'étais bien incapable d'en juger. J'arrivais après la bataille, mais quelle qu'en eût été l'issue, je m'apercevais qu'il n'avait pas perdu l'estime d'hommes comme Henri Poincaré, Bergson et Daniel Berthelot, que je rencontrais chez lui.

Il se disait brouillé avec la Faculté de Médecine, avec l'Institut, la Sorbonne et les Académies; ce qui ne l'empêchait pas d'accueillir à sa table, dans le petit salon d'entresol, au restaurant Larue, le mercredi, les membres les plus notables de ces corps constitués car il révérait en secret, sous ses allures frondeuses, toutes les grandes Institutions de son pays, et plus particulièrement l'Armée. Il faisait taire tout le monde pour que parlât le général Mangin, qui revenait d'Afrique au printemps de 1914; et l'homme à la tête de faucon, le petit Horus noir, échappé du temple d'Edfou, nous racontait brièvement, en phrases saccadées, ce qu'il espérait de ses soldats de couleur.

A ces fameux mercredis, les ministres venaient, surtout Aristide Briand; les ambassadeurs venaient, surtout Isvolsky, garant de l'alliance russe alors tout-puissant à Paris; et c'était un spectacle amusant de voir tous ces hommes accablés d'honneurs s'empres- ser autour de cet homme qui ne portait aucun titre officiel, même pas celui de docteur, que ses ennemis lui contestaient et que ses amis lui donnaient, par courtoisie, depuis la guerre de 1870, en souvenir du service d'ambulances volontaires qu'il avait créé pendant l'Année Terrible.

Du revers de son couteau frappant son verre et, plus tard, le nombre des convives du déjeuner augmentant, armé d'une sonnette, comme un président de Chambre, Le Bon imposait, dès le premier plat, le sujet de la discussion et, le plus souvent, mettait sur la sellette l'un des personnages présents. Plus d'une fois, Briand essaya l'un de ses célèbres discours sur l'auditoire du déjeuner. Car on disait « le déjeuner » tout court, comme on disait « le docteur » tout court, triom- phe de sa puissante personnalité.

\* \* \*

Les femmes invitées — bien peu étaient admises chez Larue et jamais à la grande époque plus d'une ou deux à la fois — étaient simplement requises de porter de beaux chapeaux et de grands noms. Malgré ses boutades sur l'esclavage de la mode, le docteur s'intéressait aux chapeaux, les louait ou les critiquait et, quant à la noblesse, il la supportait chez les femmes: elle lui paraissait alors une garantie d'élégance, ou bien chez les hommes, si elle était accompagnée par l'excuse d'une occupation avouable, autre que le club, le champ de course et les salons. Le prince Roland Bonaparte, qui était un scientifique et le prince Georges de Grèce qui avait effectivement gouverné la Crète avaient leur droit de séance et trouvaient grâce aux yeux du Docteur. Il en allait de même pour mon mari, parce qu'il était pilote-aviateur. Mais, pour le reste, les hommes titrés étaient rangés par lui dans la catégorie des « vidames » et il ne les admettait pas au déjeuner. Les « vidames », au contraire, bénéficiaient de son indulgence, pourvu qu'elles fussent jeunes, plaisantes à regarder et capables de s'ennuyer sans le dire. L'influence qu'il exerçait sur le cerveau des hommes publics était plus considérable qu'on ne le croit généralement. Il leur fournissait des formules, et c'est de cela que vivent les politiciens, comme les cuisiniers vivent de recettes.

Il me fit remarquer un jour, non sans orgueil, que quatre présidents du Conseil avaient cité des paroles de lui à la tribune de la Chambre: c'étaient Poincaré, Briand, Clémenceau, Barthou. Ses livres brochés couleur de flamme, ont parcouru le monde, propageant la pentecôte des idées d'autorité, l'apologie du caractère. Il était l'auteur français le plus lu hors de France, le plus souvent traduit et c'est au Japon, dans la personne du baron Motono, ambassadeur du Soleil Levant, qu'il trouva son premier biographe. Je lui disais parfois qu'il était le dernier des encyclopédistes, mais un Helvétius, un Diderot à l'usage des démocraties, c'est-à-dire autoritaire. Dans le fond, un professeur de commandement. Nous gardions entre nous un souvenir émouvant, celui du voyage que j'entrepris à la fin de l'année 1914 pour le ramener d'Arcachon à Paris. L'invasion allemande, la deuxième à laquelle il avait assisté dans sa vie déjà longue, l'avait rempli d'une telle douleur qu'il semblait n'y vouloir pas survivre. Empêché par l'âge et les infirmités de prendre part à la défense de la patrie, il avait quitté Paris à la veille de la bataille de la Marne, croyant au pire, imaginant les Prussiens encore une fois maîtres de la ville — et, comme un vieux sanglier solitaire, cachant dans les bois sa défaite, il s'était terré parmi les arbres, sourd aux appels que nous lui lancions de Paris délivré. C'est alors que l'idée me vint, encouragée par Briand et pas Isvolsky, de le tirer de sa retraite en allant l'y chercher.

\* \* \*

Je fis, dans un train glacé, le long voyage encombré qui menait, par Bordeaux, au dernier refuge du Docteur, la forêt d'Arcachon. Je le trouvai dans ce bois sombre, barricadé dans une petite maison qu'il habitait seul, dans un état où la colère le disputait à la douleur. Il avait vu la Commune; il avait vu l'entrée des Prussiens à Paris. Il ne voulait pas revoir cela; il préférait mourir. Je lui affirmai, sur la foi de ceux qui gouvernaient alors, que l'histoire ne se répéterait pas. Il avait contribué par ses écrits à la création d'une mystique moderne du caractère, qui était en train de sauver le monde. Je l'adjurai de reprendre le chemin de Paris et j'eus raison de son désespoir; je le ramenai rue Vignon. Ce jour-là, grâce à l'acte de foi d'un vieillard, 1914 avait vaincu 1870.

La chose qu'il ne voulait pas voir deux

fois, la défaite de sa jeunesse, lui fut épargnée. Il ne quitta plus la ville ou sa banlieue, jusqu'à la fin de la guerre et, de fait, jusqu'à la fin de sa vie, puisqu'il est mort dans les bois de Saint-Cloud, dans sa maison de « La Tourelle », à Marnes-la-Coquette, dans sa quatre-vingt-douzième année. Il philosofa jusqu'à son dernier jour sur les conséquences économiques de la guerre, mais en chauffant son vieux crâne au soleil de la paix victorieuse. L'auteur du fameux et cruel adage: « Le droit n'est que de la force qui dure » avait vu durer les forces de la France.

Le 14 décembre 1931, n'ayant pu arriver à temps pour le revoir vivant, j'accourus à Marnes et trouvai l'homme qui avait écrit « La Dissociation de la Matière » sur son lit, réduit aux proportions d'une mince poupée de cire. Penchée sur son sommeil énigmatique, la princesse Georges de Grèce, qui fut son élève préférée, celle qui signe ses ouvrages; Marie Bonaparte, promenait la flamme errante d'une bougie sur les tempes ravinées, sur le vaste front d'où la pensée s'était enfuie. Que cherchait-elle dans la cage vide? Je le lui demandai. Elle tentait une dernière expérience pour se convaincre, ou le convaincre qu'il n'était plus de ce monde. Elle savait qu'il avait toujours craint la catalepsie. On allait piquer la peau, pour la brûler ensuite. On obtiendrait une petite explosion, s'il était mort; s'il était encore en vie, l'ampoule se remplirait d'eau. Ce fut l'explosion qu'on obtint. La princesse Marie éloigna la flamme, en disant:

— Il n'y a plus de doute, notre pauvre Docteur est mort.

La jeune secrétaire emporta la bougie. Dans la chambre voisine, le prêtre attendait pour dire:

— Qu'il repose en paix.

Autour de lui, qui ressemblait à cette heure plus parfaitement encore, avec sa grande barbe redevenue blanche, à « Jean Faust, grand et horrible magicien », tel qu'on le voit dans les gravures de l'ouvrage édité chez Pierre Marteau, à Cologne — des ombres de femmes se succédaient, chacune apportant, en dernier hommage, des fleurs, pour celui que ni la science, ni la philosophie, ne consolèrent jamais de la fuite de sa jeunesse depuis si longtemps perdue.

\* \* \*

Le lendemain, j'allai prier sur son cercueil, à la Madeleine, sa paroisse. La tombe avait

PIETRO GERBORE

# LE MARIAGE EN EUROPE

Nous publions ici la seconde partie d'une enquête sur  
le mariage qui englobe les principaux pays d'Europe.

## LES PAYS DU NORD

### Angleterre

En trente années — de 1938 à 1968 — le nombre des procès annuels de divorce est monté de 10.000 à 54.000. En même temps que la popularité du mariage croît, augmente aussi sa fragilité.

L'Eglise Anglicane avait reconnu quatre ans avant l'Eglise Evangélique Allemande la

nécessité d'apporter un changement à la législation en vigueur. En 1966 une commission instituée par l'Archevêque de Canterbury et présidée par l'Evêque d'Exeter abandonna la doctrine classique, selon laquelle seule la culpabilité d'une des parties pouvait légitimer la rupture du mariage.

C'est un fait que, comme le rapporteur de la nouvelle loi l'a dit à la Chambre des Communes, la doctrine classique multiplia « les faux serments et les adultères simulés, et réduisit juges et avocats au rôle de balayeurs appelés à agiter les pires obscénités possibles dans un mariage ».

La Commission créée par Lord Gardiner pour la réforme générale du droit est arrivée à la même conclusion et, après avoir aboli la peine de mort et mitigé les sanctions contre l'avortement, le Parlement Britannique a réformé aussi la législation sur le divorce. Néanmoins la lutte parlementaire contre le projet de loi a été féroce et Lady Summerskill — ci-devant ministre pour les Affaires Sociales dans le cabinet Attlee — l'a défini « une licence pour Casanova ».

L'opposition se dirigeait contre le nouveau principe de la « destruction irréparable » de l'union — en tant qu'unique motif pour une demande de divorce — comme et surtout contre la clause qu'une séparation durées cinq années est une preuve suffisante de la « destruction » si bien que le juge peut concéder le divorce sans le consentement de l'autre partie. Lady Summerskill et ses partisans, autant dans le Parlement que dans les organisations féminines, auraient certainement vaincu la bataille si le Lord Chancelier n'avait pas formellement promis que le sort pécuniaire du conjoint résistant aurait été garanti par le magistrat. Une loi supplémentaire entrera donc en vigueur en même temps que la loi déjà promulguée.

Dès lors toute distinction entre coupable

### Docteur GUSTAVE LEBON

cessé d'attendre ce nonagénaire: elle n'était pas prête. Il fallut déposer le corps, provisoirement, dans les caveaux de l'église. Le cortège funèbre ne fit qu'un tout petit tour, celui de la place qui s'étend devant la Madeleine, avant de disparaître derrière le marché aux fleurs. Les troupes portèrent les armes à celui qui aimait les honneurs, qui n'en possédait aucun, si ce n'est, grâce à Briand, la croix de grand officier de la Légion d'honneur, dans ses dernières années. seul titre qui figure dans sa nécrologie.

La comtesse Jean de Castellane, la duchesse de La Rochefoucauld, la marquise de Ganay et moi, arrêtées sur les marches de l'église, regardâmes passer le corbillard, que suivaient le prince et la princesse Georges de Grèce et leurs enfants, au milieu d'un petit groupe d'amis fidèles. A l'angle de la place, le restaurant où eurent lieu les déjeuners du mercredi semblait regarder aussi, de son visage de pierre, sensible comme tous les visages de Paris, la dernière sortie de l'illustre habitant de la rue Vignon.

et innocent s'évanouissait donc. Les motifs jusque là encore en vigueur — adultère, abandon intentionnel et durable, seront pris en considération par le magistrat comme des preuves de fait que le lieu est détruit *irretrievably*. Celui qui présente une demande de divorce est tenu à fournir la preuve d'un ou de plusieurs des faits suivants:

— que le défendeur a commis un adultère et le plaignant considère la vie en commun comme insupportable,

— que la conduite du défendeur a été telle qu'elle exclut la possibilité pour le plaignant de continuer la vie commune,

— que le défendeur a abandonné le plaignant pour une période ininterrompue d'au moins deux ans avant l'introduction d'instance,

— que les conjoints ont vécu séparés pendant au moins deux ans avant l'introduction de l'instance et que le défendeur consent, à la procédure,

— que les époux ont vécu séparés pendant cinq ans avant la présentation de l'instance.

Éliminé par la loi en tant que motif de divorce, le principe de la culpabilité rentre dans la pratique judiciaire à travers l'arrangement financier des deux parties. Il sera au pouvoir du magistrat de subordonner le divorce à la cession du mari à la femme d'une grande portion de sa propriété — si nécessaire, de la moitié, de deux tiers et même du complet patrimoine.

## Belgique

Le Royaume de Belgique réunit deux nations diverses, auxquelles correspondent deux divers mondes spirituels: dans les pays flamands l'Espagne de Philippe II a laissé des traces durables; la Wallonie fut transfigurée par la révolution française et par le Code Napoléon. Les tableaux statistiques reflètent cette diversité: la moyenne de tout le pays est de 78 divorces sur mille mariages; elle descend dans les Flandres à 61 et monte en Wallonie à 107. Dans la métropole Bruxelles avec sa population mixte la moyenne est de 189 et dans la flamande Anvers, contaminée par la vie moderne, cette moyenne arrive à 139. Il faut cependant relever que dans les dernières années la moyenne des divorces s'est maintenue constante.

Ces diversités historiques et naturelles se rencontrent aussi dans la législation. En Bel-

gique le Code Napoléon est encore en vigueur et partant le divorce par consentement mutuel est possible. Des époux mariés depuis au moins deux ans, l'homme de 25 ans sonnés et la femme entre 21 et 45, peuvent stipuler devant un notaire un contrat pour séparation de biens et la garde des enfants. Après quoi le magistrat enregistre leur commune volonté et tout pénible débat est éliminé *a priori*. Mais peu sont les couples qui choisissent cette voie simple et digne. La majorité préfèrent un litige judiciaire et alors ils se heurtent aux obstacles que soulève la conscience chrétienne du législateur.

En 1968 on prononça 6550 sentences de divorce, dont seulement 1350 par consentement mutuel.

Pour un divorce judiciaire la loi ne reconnaît que trois motifs valables: l'adultère, les maltraitements corporels et les offenses graves. Le principe de la destruction du lien n'est point admis. Pas même le fait d'avoir vécu longtemps séparés ne facilite le divorce. Il existe cependant la séparation judiciaire «de la table et du lit», qui après trois ans peut se convertir en divorce.

Le divorce judiciaire demande au moins un an et le magistrat examine rigoureusement les preuves. Il ne suffit pas de confesser un adultère: il faut en fournir la preuve; le moyen le plus facile est une condamnation (amende, détention). Mais alors que l'adultère de la femme est punissable en tout cas, celui de l'homme ne l'est que s'il est accompli dans l'habitation commune. (La magistrature étend ce concept à la seconde habitation de l'homme dans une autre localité comme à son bureau). La conséquence en est que dans les statistiques judiciaires l'adultère de la femme belge est plus fréquent que celui de l'homme.

La découverte de tendances homosexuelles est considérée une offense grave; mais la folie d'un des conjoints n'est pas un motif de divorce. Le refus d'accomplir les devoirs conjugaux serait une raison admise par la loi, si la preuve n'était extrêmement difficile. Beaucoup d'avocats refusent de plaider un procès de divorce par scrupules de conscience. Les mêmes scrupules peuvent augmenter la rigueur du juge. Dans une petite communauté les obstacles sont plus grands que dans la métropole. Cependant l'Eglise Catholique aussi évolue rapidement.

Pour défendre le principe de l'indissolubilité du mariage, en pratique le clergé ouvre

une issue. Aux époux divorcés on conseille de s'approcher des sacrements dans une localité adjacente. L'Eglise s'éloigne de la traditionnelle théologie morale et reconnaît les motifs physiques et psychiques qui « détruisent » un mariage. L'Institut de Sexologie et de Science de la Famille, créé par le Cardinal Suenens auprès de l'Université de Louvain ouvre de nouvelles voies à la morale catholique. Pour éviter les difficultés inhérentes à la célébration de nouvelles noces beaucoup de prêtres conseillent aux jeunes couples de se contenter dans un premier stage du mariage civil et de ne se présenter à l'autel qu'après une expérience satisfaisante.

Personne ne parle en Belgique d'une réforme de la loi. C'est pourquoi nombreuses sont les unions qui se forment et se séparent sans déranger le maire ou le curé. Il est fini le temps où les propriétaires des maisons refusaient de louer aux couples non mariés.

## Hollande

Aujourd'hui encore le mariage en Hollande est discipliné par un code civil promulgué il y a 131 années. C'est pourquoi l'année dernière le Ministère de la Justice a présenté un dessein de loi que le Parlement approuvera avant 1971.

Le législateur hollandais renonce lui aussi au traditionnel principe de la culpabilité et accepte comme motif de divorce un état de fait, la « durable destruction du lien ».

La loi en vigueur jusqu'à ce jour, fondée sur le principe de la culpabilité, prévoit 4 motifs de divorce: 1) l'adultère, 2) abandon intentionnel, 3) actions criminelles, 4) maltraitements. En 1968 il y eut 8.000 sentences de divorce, presque toutes pour adultère. Ce qui prouve que l'adultère est la voie judiciaire la plus simple. En effet, en vertu d'une sentence de 1883 de la Cour Suprême, le magistrat peut renoncer à l'examen matériel de la preuve lorsque le conjoint cité en justice confesse un des quatre délits. Dorénavant le législateur renonce à la recherche des causes et recommande au magistrat de se borner à la constatation des symptômes d'un mariage détruit.

La réforme tend évidemment à mettre fin à une union irrémédiablement détruite « de la façon la plus claire honorable et équitable » sans jouer la comédie. Le magistrat dissoudra l'union lorsque les deux époux la déclareront détruite. Néanmoins pour em-

pêcher des coups de tête le législateur veut que le divorce ne soit prononcé qu'un an après l'introduction de l'instance et quand le mariage a duré plus de deux ans. En outre un seul adultère, isolé, n'est point admis comme motif de divorce.

Les plus difficiles problèmes se présentent en pratique lorsque l'un des époux refuse le divorce. D'après la nouvelle loi l'époux qui considère que l'union n'est plus supportable est autorisé à demander le divorce. C'est le juge qui devra aller jusqu'au fond de la question. Et si l'autre époux s'oppose? En ce cas le législateur propose la séparation légale.

## Suède

La législation en vigueur depuis 1920 est fondée en Suède sur deux axiomes: l'absolue égalité des sexes et le mariage comme acte volontaire. Depuis un demi-siècle le législateur suédois s'est créé la conviction que les époux qui veulent divorcer poursuivent de toute façon leurs buts, quelle que soit la loi. Le divorce est un des phénomènes de notre temps que la loi peut seulement discipliner. En Suède — entre 1931 et 1940 — il y eut 2.400 divorces par an. Le nombre monta à 6000 entre 1941 et 1950, à 8600 en 1958 et aujourd'hui il a atteint 11.000.

Actuellement si deux époux demandent le divorce, le magistrat leur concède automatiquement la séparation pour une année. Si dans ce délai les pétitionnaires n'ont pas changé d'idée, le divorce est concédé. Dans aucun cas il n'est tenu compte de la « culpabilité ». Le problème des aliments se pose seulement en voie exceptionnelle: la femme suédoise a une profession et l'Etat pourvoit à l'entretien des enfants.

Une commission de juristes, parlementaires et hommes de science sont en train d'étudier aujourd'hui la façon d'adapter l'actuelle loi à l'évolution de la société. Non seulement la femme est désormais indépendante matériellement de l'homme, mais dans la nouvelle société les libres unions pullulent. Ce sont les mariages dits de conscience. Aujourd'hui la tâche du législateur est de classer juridiquement ces mariages en vue d'une éventuelle séparation de biens.

En fin de compte un simple enregistrement d'une union à l'office d'état civil ne sera-t-elle pas suffisante pour la rendre légale?

MICHEL DE LA VENTOLIÈRE

## LE CHEMIN DE L'ALLEMAGNE ET LE CARREFOUR DE L'EUROPE

On a parlé et on parlera sans doute beaucoup de l'ouverture à l'Est pratiquée par le Chancelier Willy Brandt. En effet, ce n'est pas la première fois qu'un socialiste croit pouvoir s'entendre avec les communistes, ce n'est pas nouveau qu'un peuple divisé en deux fractions par l'histoire cherche l'unité et ce n'est pas inattendu non plus qu'un régime sans d'autres bases légales que celles qu'il s'est données lui-même, comme c'est le cas du régime de Pankow, essaie de trouver au dehors la légitimité et la légalité que l'histoire lui refuse.

Telles sont les données en présence et tel paraît être le chemin pris par le chancelier allemand, chemin qui mène vers ce que l'on pourra bientôt appeler « la doctrine d'Erfurt ».

Il est dans la destinée des partis socialistes de notre continent dans leur structure et dans leur limitation idéologique de devenir ou bien des fourriers du communisme ou bien des monuments de trahison de la classe ouvrière. Invariablement, ils finissent broyés par la machine impitoyable du bolchevisme au pouvoir ou engloutis dans l'embourgeoisement d'un soi-disant bien-être réformiste. Dans le premier cas ils rejoignent le néant d'un parti unifié cependant que dans l'autre ils accèdent au pouvoir et se disent « partis de gouvernement ».

Voici donc M. Willy Brandt qui, en vrai socialiste, paraît ne rien avoir appris ni avoir rien oublié car, pratiquant l'ouverture à l'Est, il voudrait se convaincre qu'il est possible de négocier avec les communistes sans leur servir. M. Willy Brandt est socialiste et, à ce titre, sinon au titre d'homme d'Etat qui prétend soutenir un dialogue avec les communistes, il ne doit pas ignorer les « Principes du léninisme ». « L'histoire du parti bolchevique » aussi bien que « Un pas en avant et deux pas en arrière » sont des ouvrages qui ne lui sont certainement pas

inconnus. On ne s'entend avec les communistes que lorsque l'on contribue à renforcer leur position... et pourtant M. Willy Brandt espère prolonger, enrichir et éventuellement, concrétiser la doctrine d'Erfurt!

*Rien ne saurait empêcher  
un peuple divisé  
d'aspirer à l'unité...*

Avent de tomber dans les spéculations historiques et politiques comme tant de journalistes l'ont fait à travers l'Europe, il convient de se rappeler une grande vérité: nul et rien ne saurait empêcher un peuple divisé par des événements historiques d'aspirer à l'unité. C'est un droit naturel duquel les Allemands ne sauraient être exclus. La rencontre d'Erfurt a été possible à cause et au nom de ce droit naturel et c'est toujours au nom de ce même droit que les Etats Unis, la France et la Grande Bretagne ont approuvé tacitement l'initiative de M. Willy Brandt. Il reste pourtant l'inquiétude, cette inquiétude qui tient de l'enseignement tiré du dogme et de la tactique communiste et non pas de la peur que l'histoire pourrait se répéter.

La tactique communiste mènera M. Brandt à intensifier graduellement la doctrine d'Erfurt au point d'en faire la nourriture spirituelle exclusive et tout à fait légitime des Allemands de l'Ouest. Soumise à la logique infaillible d'un pas en avant et deux pas en arrière, l'aspiration légitime d'unification risque de devenir avec le temps un idéal irrésistible voire même l'idéal de l'Allemagne Fédérale et plus cet idéal s'approchera de l'absolu et de l'exclusif moins M. Brandt et ses amis politiques pourront le contrôler. Les communistes qui auront tenu tout le temps la situation en main — car autrement ils rompraient les négociations —

sauront, bien avant M. Brandt, à quel moment la situation sera mûre et c'est alors qu'ils jetteront dans la balance fragile la concession qui fera beaucoup de bruit, mais qui vaudra en réalité très peu. Inutile de mentionner que cette situation deviendra mûre au fur et à mesure que les Allemands de l'Ouest, fascinés par l'approche de leur idéal, s'habitueront à l'idée de payer un prix de plus en plus élevé pour l'atteindre et ce sera le carrefour de l'Europe, le carrefour au milieu duquel l'Europe se trouvera sans avoir beaucoup de choix.

*...celui qui croit que  
l'on peut s'entendre  
avec les communistes sans  
les servir...*

Le danger ne se trouve donc pas dans l'attitude de M. Brandt. Son expérience politique le met à l'abri de faiblesses ou de coups éclatants à portée électorale; il faut lui faire confiance de ce point de vue; il fut le maire de Berlin pendant les années noires du blocus et de la guerre froide. Le danger se trouve dans le fait même que M. Brandt est socialiste et dans ce que les communistes peuvent faire lorsqu'ils soutiennent un dialogue subtil avec un socialiste.

En d'autres mots, ce que les communistes vont chercher dans les entretiens à suivre, ce ne sera pas de convaincre M. Brandt à consentir à des concessions spectaculaires, car ce serait essayer de traiter avec le Chancelier et ils savent que derrière le Chancelier se trouve l'Allemagne proprement dite. Non, les communistes chercheront dans la personne de M. Brandt le socialiste, celui qui croit que l'on peut s'entendre avec les communistes sans les servir, car derrière ce socialiste il n'y a que les autres socialistes, tous souffrant de la même débilité politique. C'est au socialiste que les communistes appliqueront la méthode d'un pas en avant et deux pas en arrière afin de l'aider à faire de l'unification la nourriture spirituelle unique de son peuple et l'hypothèque du programme de son parti. Le reste serait plus facile, car le jour où les Allemands de l'Ouest seraient habitués à l'énormité du prix à payer pour un idéal dont l'attrait sera devenu irrésistible, n'importe quel chancelier aurait à signer... autrement ce serait l'explosion.

## LA LANGUE

### “à deux articles”

par

EMANUELE ARGENTIERI

II

(voir notre précédent numéro)

Pour faciliter le travail d'organisation de la langue « à deux articles » à ceux qui ont compris la nécessité d'avancer rapidement vers ce terme, on expose ici certaines normes (que, selon l'usage des grammairiens, on pourrait appeler aussi « règles ») valables en général pour les langues néolatines. Les quatre premières peuvent être désignées comme « règles préalables », et les autres, c. à d. à partir de la cinquième, « règles ordinaires » de la transformation.

#### Organisation de la langue « à deux articles »

*I. On doit garder l'article féminin « la » (« a » pour le portugais) pour les noms signifiant l'âge, la parenté ou la position sociale d'une femme (Ex.: « la fillette, la cousine, la reine »).*

Il va sans dire que l'article doit être également féminin au pluriel; et que l'adjectif, l'article indéterminé etc. doivent être aussi féminins. L'article féminin pour les noms de femme peut être considéré, si l'on veut, comme exception provisoire à l'article normal. Mais c'est une exception qui ne gêne personne et rien ne presse pour la faire disparaître.

*II. Admettre la même exception provisoire pour certains noms féminins d'animaux très communs. (Ex.: « la vache, la poule »).*

Toute tentative pour changer des noms aussi enracinés dans le peuple, serait inutile. Mais on doit chercher pour tous les animaux des noms masculins valables pour les deux sexes, tels que: « le renard, le corbeau ».

*III. Enlever tout article — tant féminin que masculin — devant les noms propres de Ville, Région, Nation, Continent. C'est selon la règle anglaise, qui pour ces noms n'emploie jamais l'article. Ex.: Paris, Sicile, Portugal, Amérique.*

*IV. Transférer tout simplement du féminin au masculin les noms qui sont déjà de ce*

genre dans une quelconque des autres langues d'Europe (surtout dans les plus nombreuses c'est-à-dire espagnol, français, italien, portugais, allemand).

En effet si « valeur, douleur » etc. sont masculins en italien (comme en espagnol et en portugais) pourquoi ne pourraient-ils pas l'être aussi en français? Et si « diocèse, ambre, filigrane » etc. sont masculins en français, pourquoi ne pourraient-ils pas l'être aussi dans les autres langues?

Il est évident qu'on ne peut comparer le genre qu'entre mots venant du même radical, comme c'est le cas dans les exemples ci-dessus. Toute comparaison serait impropre si les radicaux étaient différents: par ex.: entre « la Lune » et son terme correspondant allemand « der Mond ».

V. En italien, espagnol, portugais: pour certains termes scientifiques ou techniques ou qui ne sont pas d'usage très courant, on peut changer tout simplement la voyelle finale « a » en « o » qui est propre au masculin.

Pourquoi ne pas dire en italien, par ex.: « il saggino, il dulcamaro »?

VI. Ou bien, tout en laissant la voyelle finale « a » ou « e », on peut leur appliquer l'article masculin sans froisser personne.

Pourquoi ne pas dire, par ex.: « le pharyngite, le laryngite » comme on dit « le termitte, le satellite » etc.? Sommes-nous les esclaves de l'étymologie?

VII. Substituer à un nom féminin un diminutif, péjoratif ou majoratif etc. masculin, qui ait à peu près la même signification, dans un certain contexte, du degré positif.

En italien cette solution peut recevoir une large application: pourquoi ne pas dire, par ex. « un bottiglione da un litro »?

VIII. Substituer à un nom féminin un masculin du même radical. Ainsi, au lieu de « la montagne » on peut dire « le mont ». Au lieu de « la pharyngite »: « le pharyngisme ».

IX. Ou bien lui substituer un mot de tout autre radical. Ainsi pour « la côte » on peut dire « le rivage ».

X. Substituer à un substantif féminin son correspondant infinitif substantif ou adjectif

neutre substantif.

Ainsi pour « la mort » on peut dire « le mourir »; pour « la correction »: « le correctif »; pour « la vérité »: « le vrai », etc.

XI. Attacher le nom féminin à un terme générique masculin.

On peut suivre cette solution pour les noms de minéraux, végétaux, animaux, etc. et dire ainsi par ex. « le fruit banane », « le poisson sardine », etc. Cette solution donnera lieu à une certaine prolixité de langage car on aura plus de syllabes à prononcer ou bien à écrire. Mais la prolixité finira sitôt qu'on se sera accoutumé aux nouvelles relations, telles que « fruit-banane » (on se passera d'exprimer dans ce cas le terme générique « fruit ») ou qu'on aura trouvé d'autres solutions, plus pratiques que celle-ci.

On peut suivre la même règle pour les noms abstraits ou collectifs.

On peut dire ainsi au lieu de « l'école »: « l'édifice scolaire, le système scolaire, le centre scolaire » etc. Au lieu de « la justice » on peut dire « l'idéal de justice, le sentiment de justice, l'ordre juridique » etc.

XII. Prendre d'une langue étrangère le nom masculin correspondant, ou bien une expression fondée sur un nom masculin.

Ainsi en italien pourquoi ne pourrait-on pas dire au lieu de « la domenica » « il domingo » (espagnol)? et au lieu de « una fucilata, una telefonata » dire « un colpo di fucile, un colpo di telefono » correspondant aux expressions françaises?

XIII. Créer un nom nouveau, un néologisme.

Le nom doit évidemment pouvoir être immédiatement compris de tous et digne de la langue, fruit donc d'un certain génie.

#### Méthode de transformation

L'application des règles ci-dessus, ne peut être l'oeuvre d'un groupe de bureaucrates ou d'opérateurs mécaniques qui traiteraient la langue comme si c'était une auto formée de pièces de métal. Si on ne veut pas renouveler les échecs des « langues construites », qui ont échoué précisément parce qu'elles étaient des productions de laboratoire sans élan vital, il faut partir du principe que chaque parole est un problème différent selon le contexte et demande, selon son contexte propre, une étude et une solution. Cette dernière

peut être trouvée dans la langue ancienne du moyen âge, ou dans un dialecte encore vivant, ou dans une langue étrangère, ou dans la création de quelque chose de nouveau selon l'une ou l'autre des possibilités qu'on vient de décrire.

Dans le travail de transformation de la langue traditionnelle en une langue à deux articles, il faut avoir une bonne connaissance de la langue (et, par là, des possibilités dont on dispose) et du climat linguistique et psychologique actuel pour se rendre compte de ce qui peut réussir et de ce qui ne le peut pas; d'un certain génie enfin pour créer parfois quelques chose de nouveau. C'est pourquoi nous croyons que le peuple tout entier devrait être appelé à modifier sa langue, *en vue de son propre intérêt avant tout*, avec l'aide du plus grand nombre possible d'écrivains, d'étudiants, etc. On devrait encourager la participation de tous — au moyen de prix-concours, ou d'autre manière — à l'évolution de la langue vers les objectifs indiqués par les techniciens (les linguistes). Pour que l'évolution soit réelle et non fictive, la participation d'un grand nombre d'agents est nécessaire. C'est ce que l'*Aproximación Filosófica Científica* de Zaragoza a défini « évolution guidée » du langage. Il n'y a pas de doute qu'une édition du roman d'Alessandro Manzoni en langue italienne infinitive et en même temps « à deux articles » marquerait une étape décisive dans l'histoire de la culture européenne.

Mais combien de travaux ces courtes notes suggèrent-elles aux gens de bonne volonté! Des listes de noms masculins dans telle ou telle langue (voir n. IV) qu'on puisse employer pour changer l'article de centaines de noms féminins... Des listes de tous les noms féminins d'usage courant, qu'on trouve dans les dictionnaires modernes de chaque langue d'Europe, avec les différents noms masculins qui leur correspondent et parmi lesquels on puisse choisir, à mesure que l'occasion se présente, le plus adapté au contexte... Des éditions nouvelles des chefs-d'oeuvre de la littérature pour que la masse puisse apprendre en la vivant, sans l'étudier, sa propre langue devenue infinitive et à deux articles...

Adapter nos langues à la réceptivité des autres (c'est-à-dire à la langue médio-majoritaire qui nous entoure): voilà le principe primordial qui fera surgir l'Europe unitaire, et l'unité du monde euro-atlantique maintenant divisé à travers les océans.



Activités de la

## Fondation Européenne Dragan

ROME

### Conférence

Le jeudi 9 avril 1970, dans la nouvelle salle de conférence de la Fondation, au Foro Traiano, le Prof. Dr. h.c. BENNO von WIESE, de l'Université de Bonn, a parlé de GOETHE ALS EUROPAER (Goethe, homme européen).

(Nous donnerons dans notre prochain numéro le compte-rendu de cette conférence).

Né le 25 septembre 1903 à Francfort sur le Main, le Prof. Benno von Wiese a été, à Heidelberg, l'élève de Karl Jaspers. Depuis 1957 il enseigne l'histoire de la littérature allemande à Bonn. Il a également été titulaire de chaires aux Etats-Unis, à Bloomington-Indiana, Princeton-New Jersey, aux Universités de Minnesota et California-Davis. Il est docteur « honoris causa » de l'Université de Chicago, et Membre de l'Académie de Düsseldorf du Nordrhein-Westfalen.

Principaux ouvrages: *Die deutsche Tragödie von Lessing bis Hebbel*, zuerst 1948, *Eduard Mörike* 1950, *Die deutsche Novelle von Goethe bis Kafka*, 2 Bde, 1956 und 1960, *Friedrich Schiller*, 1959, *Karl Immerman*, 1969. En collaboration avec Mme Blumenthal, le prof. Benno von Wiese dirige en outre les Editions nationales Schiller.

# bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDEE

PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

---

ont collaboré ou collaborent:

Konrad ADENAUER, P. E. ARGENTIERI, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECHLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Pietro GERBORE, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISE-ROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

---

## bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVAUT GINI  
Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME  
Tél. 672.578

### A B O N N E M E N T S

Italie . . . Lires 2.000 | Etranger . Dollars 3,—  
Abonn. d'Honneur 5.000 | Abonn. d'Honneur 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951  
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA